



FRANCE

Le budget 2019 du ministère des Armées a été voté le 2 novembre à 61 voix contre 3 par le Parlement français. D'un montant de 35.9 milliards d'euros, il est en hausse de 5% par rapport à 2018, soit 1,7 milliard d'euros. Toutefois, afin de financer le surcoût des OPEX en 2018, le budget du programme « équipement des forces » sera réduit de 319 millions d'euros.

Un rapport annexe de la Loi de programmation militaire de 2019-2025 soulignait le manque de « munitions complexes » de la Marine nationale. Face à l'augmentation du nombre d'opérations navales, la Marine manquerait de missiles de croisière et antinavires.

Après 18 mois de rénovations, de réparations et d'améliorations, le porte-avions Charles de Gaulle s'apprête à reprendre la mer. Il mettra le cap vers l'océan Indien début 2019. Il devrait rester actif jusqu'en 2040.

Pour rappel, le 23 octobre, lors du salon Euronaval, la ministre des Armées Florence Parly avait annoncé le lancement du programme de remplacement du porte-avions français. Le programme, estimé à 4.5 milliards, commencera par une phase d'étude préliminaire de 18 mois, qui devrait quant à elle coûter 40 millions d'euros.

Le 1^{er} novembre, le chef d'État-major de l'Armée de terre Jean-Pierre Bosser a déclaré que la robotisation, l'énergie solaire et la protection étaient ses trois priorités en matière d'innovation. La robotisation devra pour l'instant « alléger les soldats en opération ». L'énergie solaire pourrait être une source d'énergie alternative efficace pour plusieurs équipements ou installations. Quant à la protection du fantassin, il s'agira de limiter les pertes humaines.

Le général Bosser a également affirmé que l'opération Sentinelle avait « laissé beaucoup de traces ». Il a souligné une « dénaturation » du métier de militaire et un risque de « lassitude grave ».

Le 22 septembre, la ministre des Armées Florence Parly a profité de l'inauguration du Forum Innovation Défense pour faire une série de déclarations concernant la cyberdéfense et les nouvelles technologies de l'information. Florence Parly affirmait que la Loi de programmation militaire 2019-2025 donnait « les moyens de prendre pleinement le tournant de l'Intelligence artificielle, du cyber, du *new space* », notamment en augmentant progressivement le budget consacré à l'Intelligence artificielle pour atteindre 100 millions d'euros en 2022. Elle a aussi appelé les « geeks de toutes les régions » à s'unir, afin que les cyber-talents puissent mettre leurs compétences au service de la France.

Le mois de novembre s'est achevé sur la mise en examen pour haute trahison d'un haut-fonctionnaire travaillant au Sénat. Benoît Quenneday est accusé d'être un espion de nationalité française à la charge de la Corée du Nord.

À LA UNE

Emmanuel Macron a annoncé début novembre que l'écrivain Maurice Genevoix entrerait au Panthéon en 2019, celui qui fut le porte-étendard de celles et ceux de 1914. ILERI Défense vous invite à (re)lire son ouvrage phare, *Ceux de 14*.

À LIRE

Armement et économie de défense, Revue Défense Nationale, décembre 2018. Sommaire disponible à <https://fr.calameo.com/read/00055811571cbdb35cec8>

À LIRE

Le second ouvrage du général Pierre de Villiers, *Qu'est-ce qu'un chef ?*, aux éditions Fayard, 256 pages.

À LIRE

Note de recherche n°67 de l'IRSEM intitulée *Les études sur le renseignement en France : généalogie, structuration et propositions*, par Jean-Vincent Holeindre et Benjamin Oudet. <https://www.defense.gouv.fr/irsem/publications/notes-de-recherche/notes-de-recherche-research-papers>

EUROPE

Le 10 novembre, le président de la Serbie, Aleksandar Vucic, a commenté les manœuvres militaires organisées à Pasuljanske Livade (dans l'est de la Serbie) pour commémorer l'Armistice de 1918, au cours d'une interview sur la chaîne nationale de télévision RTS. Le président Vucic a déclaré que l'armée serbe se renforce fortement et a comparé la force militaire actuelle de son pays à celle de la Hongrie.

Le 13 novembre, à la suite des déclarations du président Donald Trump à l'égard de son homologue Emmanuel Macron et de ses critiques sur le projet d'Europe de la Défense du président français, Angela Merkel s'est prononcée devant le Parlement européen en faveur d'un projet d'armée européenne. La chancelière allemande a déclaré son intention de fonder un « Conseil de sécurité européen », et a mis l'accent sur une proposition de développement commun d'armement et la mise en place d'une « politique commune d'exportation des armes ».

Le 27 novembre, le major-général Alenka Ermenc des forces armées slovènes a été nommé chef d'État-major des armées par le président Borut Pahor. C'est la première fois dans l'histoire qu'une femme est nommée à la tête des forces armées d'un pays.

Le 28 novembre, le vice-chancelier allemand et ministre de l'Économie Olaf Scholz a prononcé un discours à Berlin portant sur l'avenir de l'Europe, au cours duquel il s'est déclaré favorable à ce que le siège de la France au Conseil de sécurité de l'Onu soit cédé à l'Union européenne.

Le 29 novembre, le ministère français des Affaires étrangères a officiellement émis une réponse aux déclarations du vice-chancelier en excluant toute possibilité de céder ce siège. Il a par ailleurs rappelé les efforts français pour promouvoir les intérêts de l'Union au sein du Conseil de sécurité, tout en signalant que la France était prête à élargir le Conseil de sécurité à des membres supplémentaires tels que l'Allemagne.

AFRIQUE

Le 19 novembre, les États-Unis ont accordé une aide de 1,3 million de dollars au Tchad dans le afin de lutter contre les groupes djihadistes locaux.

Le 2 novembre, le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères a affirmé que la France livrerait 1400 fusils d'assaut aux FACA (Forces armées centrafricaines), dans « le respect du cadre des Nations unies ».

Un drone *Reaper* français s'est écrasé au Niger dans la nuit du 16 au 17 novembre dans le cadre de l'opération Barkhane. C'est le premier drone français détruit lors d'un crash. Une défaillance technique ou une erreur de programmation sont pour l'instant avancées.

L'État-major des armées a annoncé qu'une « trentaine » de djihadistes avaient été « mis hors de combat » dans la nuit du 11 au 12 novembre par un raid dans la région de Gourma au Mali dans le cadre de l'opération Barkhane. L'État-major a combiné frappes aériennes, hélicoptères, et attaque au sol pour mener à bien cet assaut.

Le 15 novembre, des combats avec des miliciens dans l'est de la République démocratique du Congo ont entraîné la mort de sept casques bleus. Ils étaient originaires du Malawi et de Tanzanie.

Le 20 novembre, le commandement militaire américain pour l'Afrique (US AFRICOM) a annoncé avoir tué 37 djihadistes au nord-est de Mogadiscio en Somalie au cours de deux frappes aériennes réalisées à partir de drones.

Le 2 novembre, le ministre nigérien de l'Intérieur Mohamed Bazoum a annoncé qu'une série d'opérations antiterroristes avaient été lancées dans le sud et l'ouest du pays. Ces opérations font suite à une recrudescence de violences des groupes terroristes de ces régions.

À VOIR

L'IRSEM organise le 12 décembre un colloque international à l'École militaire sur *La sociologie militaire – un état des lieux*.

Inscriptions sur :

https://www.defense.gouv.fr/irsem/appels-d-offres/appele-a-communications-call-for-papers/colloque-international-du-12-et-13-decembre-2018?fbclid=IwAR245i-OA8IS_51nmfL3PjcLs_IhYpZesoEKO-6KIUtMAjTGRZqODIKaA

À VOIR

L'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne organise lors de ses *Assises de la recherche* une journée d'étude sur *Le phénomène guerrier au prisme des sciences sociales – Enjeux, méthodes et renouvellement des perspectives de recherche*, le 14 décembre en Sorbonne.

Inscriptions sur :

http://www.panthéonsorbonne.fr/autres-structures-de-recherche/institut-des-etudes-sur-la-guerre-et-la-paix/activites/colloques/?fbclid=IwAR32mGHv0G4DMPSps03pOXULP1xhIQSEZxNLFESrfm-q4wZKET_MFDU1IBo

À VOIR

Entretien vidéo par l'IFRI de Bernard Bajolet, Ambassadeur de France et ancien directeur de la DGSE, intitulé *Le renseignement dans l'élaboration et la conduite de la politique étrangère française*.

Disponible à :

<https://www.youtube.com/watch?v=KJNpK7TtWEQ>

PROCHE ET MOYEN-ORIENT

Le 9 novembre, l'armée syrienne a mené une opération derrière les lignes rebelles entre Hama et Idleb. 22 rebelles et 4 militaires syriens ont été tués durant cette opération. Les faits se sont produits alors qu'une trêve avait été signée le 17 septembre entre les deux camps sous l'égide de la Russie et de la Turquie.

Le 11 novembre, durant une opération secrète des forces spéciales israéliennes, un colonel de l'armée israélienne est décédé, abattu par une unité militaire du Hamas. La mission du commando consistait en la collecte de renseignements selon les Forces de défense israélienne (FDI).

Le 12 novembre, l'aviation israélienne a détruit le bâtiment de la télévision du Hamas. Avant l'attaque, des dispositifs non explosifs ou de faible puissance ont été envoyés par l'armée israélienne aux civils des environs pour les prévenir d'une attaque. L'armée israélienne a expliqué que ce bâtiment était visé en raison de son utilité dans le déroulement des actions militaires du Hamas.

Le 14 novembre, le ministre israélien de la Défense, Avigdor Lieberman, a annoncé sa démission. Cette décision fait suite à la signature d'un cessez-le-feu entre Israël et des groupes palestiniens de la bande de Gaza. Avigdor Lieberman était en désaccord avec les décisions du Premier ministre.

Le 29 novembre, la défense anti-aérienne de l'armée syrienne a tiré une dizaine de missiles contre des avions israéliens qui menaient alors des raids au sud de Damas et dans le secteur du Mont Hermon. Les missiles tirés par la défense anti-aérienne ont permis de détruire les missiles air-sol israéliens.

Le ministre du Pétrole iranien, Bijan Zanganeh, a déclaré que le groupe pétrolier chinois CNPC a remplacé Total, entreprise française, dans le projet gazier *South Pars*.

CRISE DANS LA MER D'AZOV

Le 24 novembre, la Fédération de Russie a lancé une opération militaire d'une part en bloquant le passage en mer d'Azov à l'aide d'un cargo et en s'emparant de deux patrouilleurs et d'un remorqueur ukrainiens naviguant dans le détroit de Kertch. La Russie a justifié cette action en dénonçant une violation de sa zone maritime par des bâtiments militaires étrangers. Le 26 novembre, le Conseil de sécurité de l'Onu s'est réuni en urgence à New-York et a appelé les différentes parties au calme.

Le 28 novembre, à la suite d'un vote de l'assemblée ukrainienne, le président Petro Porochenko a déclaré l'état d'urgence et a mis en place la loi martiale pour une durée de 30 jours après avoir évoqué le risque d'une invasion militaire russe. Les opposants politiques l'ont quant à eux accusé de vouloir retarder les élections présidentielles prévues pour mars 2019.

Le président ukrainien Petro Porochenko a demandé publiquement l'intervention de l'Otan en mer d'Azov à l'instar des patrouilles de libertés maritimes des États-Unis en mer de Chine méridionale. La chancelière allemande Angela Merkel a alors demandé à l'Ukraine de « rester avisé[e] » lors d'une réunion germano-ukrainienne.

Le 30 novembre, les vingt-quatre marins ukrainiens capturés lors de l'assaut naval ont été transférés à Lefortovo près de Moscou faisant suite au verdict rendu par le tribunal de Simféropol (Crimée), le 27 novembre. Douze marins ukrainiens ont été condamnés à deux mois de détention provisoire.

L'Otan, par la voix de son secrétaire général Jens Stoltenberg, a appelé à la libération des militaires ukrainiens et a renouvelé son soutien au gouvernement ukrainien mais n'a toutefois pas abordé la question d'aides militaires supplémentaires à l'Ukraine.

Le 4 décembre, la Marine russe a partiellement levé le blocage du détroit de Kertch permettant ainsi la réouverture des ports de Marioupol et de Berdiansk indispensables à l'économie ukrainienne.

ARMÉES ET MOUVEMENTS MILITAIRES (1/2)

Le 5 novembre, les forces armées des États-Unis et de la République de Corée ont entamé les manœuvres *KMEP* (*Korean Marine Exercise Program*) à Pohang en Corée du Sud. Ces manœuvres de petite échelle, ayant mobilisé 500 militaires américains et sud-coréens, sont les premiers exercices militaires entre les deux alliés depuis l'annonce par Donald Trump (en juin 2018) de la suspension des exercices conjoints à grande échelle, en gage de bonne volonté envers la Corée du Nord.

Le 5 novembre, le ministre de la Défense russe a annoncé le déploiement d'une frégate, l'Amiral Makarov, depuis la base navale de Sébastopol dans la mer Noire, en direction du détroit du Bosphore. Le bâtiment de guerre serait équipé de missiles de croisières *Kalibr*, et est censé rejoindre la flottille russe actuellement présente en mer Méditerranée.

ARMÉES ET MOUVEMENTS MILITAIRES (2/2)

Le 14 novembre, le Congrès américain a rendu public un rapport sur la stratégie de défense nationale, qui rendrait compte d'une érosion de la supériorité militaire des États-Unis. Ce rapport, publié par la commission parlementaire, annonce une crise militaire, évoque des probabilités de défaite en cas de conflit avec la Chine ou la Russie et encourage le Congrès à augmenter de 3 à 5% le budget annuel de la Défense.

Le 18 novembre, Paris a accueilli la deuxième réunion trilatérale des chefs d'État-major de la Marine française, américaine et britannique. L'amiral Prazuck, l'amiral John Richardson et l'amiral Philip Jones ont discuté d'une coopération maritime renforcée et d'une meilleure interopérabilité entre les trois marines. La mise en œuvre de groupes aéronavals impliquant les trois nations et le lancement d'exercices de haute intensité ont également été évoqués.

MATÉRIEL MILITAIRE

Le 1^{er} novembre, le ministère de la Défense allemand a reconnu que 60% du matériel reçu en 2017 serait défectueux. Sur 97 équipements, seuls 38 sont opérationnels. Toutefois, le gouvernement allemand n'est pas inquiet par cette situation.

Le 5 novembre, une délégation parlementaire s'est rendue auprès des personnels de Barkhane. Le compte rendu de cette mission rapporte un grave problème sur une boîte de transmission de l'hélicoptère *Tigre*. Ce problème technique serait à l'origine de multiples pannes, notamment lors des expositions prolongées au sable.

Le 5 novembre, le projet d'avion franco-allemand qui succédera au *Rafale*, le *SCAF* (Système de combat aérien du futur), a été gelé à cause des désaccords opposant Paris et Berlin ainsi que les ingénieurs.

Le 15 novembre, le colonel Van Pee, responsable du programme belge *ACCap* (*AirCombat Capability*) a confirmé que les *F-35* acquis récemment voleront 30% moins longtemps que les *F-16* afin de limiter les coûts de maintenance.

Le 13 novembre, l'Armée de l'air espagnole (*Ejército del aire*) a conduit pour la première fois le ravitaillement en vol d'un *Eurofighter Typhoon* par un *A400M*.

Le 17 novembre, au cours d'une cérémonie, l'*US Navy* a mis à l'eau l'*USS Sioux Falls*, son 11^e *LCS* (*Littoral Combat Ship*). L'*US Navy* a également annoncé la livraison prochaine de son 13^e *LCS*, l'*USS Wichita*.

Le 6 novembre, l'entreprise chinoise Wuhan Guide Infrared a présenté le *QN-506*, un nouveau blindé de combat d'infanterie, monté sur le châssis du char de combat principal chinois, le *Type 59*.

INDUSTRIE ET CONTRATS (1/2)

Dassault Aviation a annoncé le 31 octobre avoir mis à jour les capacités matérielles ainsi que les systèmes de détection du *Rafale F3-R* grâce à la coopération de Thales, MBDA et Safran. Une semaine et demie plus tard, la conception du nouveau missile de MBDA a été achevée. Devant compléter les armes d'interception du *Rafale*, le *MICA NG*, dont le coût de développement et d'acquisition s'élève à plus de 1,2 milliards d'euros, sera livré dès 2026 et ne sera pas sujet à la réglementation extraterritoriale américaine *ITAR* (*International Traffic in Arms Regulations*).

Le 15 novembre, Thales s'est inséré une nouvelle fois sur le marché de la conception des constellations de satellites. C'est dans le cadre de la Space Alliance (regroupant Thales Alenia Space et Telespazio) que l'industriel français est parvenu à s'imposer dans un contrat avec le canadien NorthStar. Thales fournira les matériels électroniques utilisés lors des missions de surveillance des débris spatiaux ou d'identification de satellites.

Le 27 novembre, la France a livré 10 VAB (véhicules de l'avant-blindé) *MEHPHISTO* et 96 missiles anti-chars associés à ce système au Liban. Ce contrat avait été conclu après l'échec du contrat DONAS (Don Arabie saoudite), qui avait permis à l'Arabie saoudite de détourner les matériels qui devaient être livrés au Liban conformément aux termes du contrat.

Le 29 novembre les États-Unis ont conclu la vente de 44 systèmes antimissiles *THAAD* à l'Arabie saoudite pour une valeur de 13,2 milliards d'euros

INDUSTRIE ET CONTRATS (2/2)

Suite au salon Indo Defence qui s'est tenu du 7 au 10 novembre, le ministère de la Défense indonésien a décidé de se doter de nouveaux systèmes *MALE UAVs* (*medium-altitude, long-endurance unmanned aerial vehicles*) pour renforcer ses forces proches de la base aérienne de Ranai en Indonésie.

Le 14 novembre, les États-Unis ont commandé 255 *F-35* à leur industriel Lockheed Martin pour un contrat d'une valeur de 22,7 milliards de dollars.

Le 7 novembre, l'industriel Dassault Aviation s'est détourné de l'appel d'offres canadien promettant un contrat dont la valeur est comprise entre 10 et 13 milliards d'euros. La France n'étant pas membre de l'alliance internationale de renseignement *Five eyes*, Dassault Aviation craint de ne pas pouvoir répondre à l'ensemble des exigences canadiennes.

Le 7 novembre, la Marine française a démenti vouloir vendre deux anciennes frégates de type *La Fayette* au Brésil.

À la mi-novembre, Ariane Group avait décidé de la suppression de 2 300 emplois. Le 26 novembre a été annoncé le départ d'Alain Charneau, PDG du groupe qui sera remplacé le 1^{er} janvier 2019 par André-Hubert Roussel.

Le 22 novembre, le Danemark a choisi de cesser ses exportations d'armes vers l'Arabie saoudite. Ce geste a été motivé par la participation du client saoudien dans la guerre au Yémen et son implication dans le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi remontant au 2 octobre. Le Danemark suit ainsi la politique de Berlin, qui avait déjà gelé ses exportations d'armes en attendant de connaître les raisons du décès du journaliste saoudien.

En réponse, l'Arabie saoudite a décidé de compromettre le contrat de vente des quatre corvettes *Meko A200* fabriquées par l'industriel allemand TKMS. En effet, l'Arabie saoudite finançant les achats militaires du Caire, était en mesure de geler le contrat en décidant simplement de ne plus financer l'achat de matériels allemands.

Au début du mois de novembre, Emmanuel Macron a invité les Européens à ne plus acheter de matériel américain. Pour le président français « si nous augmentons nos budgets c'est pour bâtir notre autonomie ».

« On ne juge pas un homme sur le nombre de fois qu'il tombe mais sur le nombre de fois qu'il se relève. »

- Jigoro Kano

NOS RÉDACTEURS DU MOIS

Charles Marty, Maxime Philaire, Baptiste Guillou, Victor Mas, Hugo Chombart, Edouard Levasseur.

RETROUVEZ-NOUS !



@ileri_dfense

facebook.com/ileri.def



ileri.defense@gmail.com

Ileri Défense



www.ileri-defense.com